

- L'Europe et ses États membres vont devoir se prononcer sur les controversées techniques de l'édition du génome et les produits qui en seraient issus, les "nouveaux OGM".
- Le secteur des biotechnologies fait pression pour leur dérégulation, selon des documents.

Comment le lobby biotech s'efforce de faire autoriser les "nouveaux OGM"

Le 30 avril 2021. C'est à cette date que la pièce qui se joue actuellement dans les coulisses européennes prendra place sur la scène publique, au grand jour. La Commission européenne devra dire clairement ce qu'elle pense de ce que certains appellent "les nouveaux OGM" ou "OGM cachés". Elle pourrait les autoriser et permettre à ces produits issus de l'édition génétique de ne plus obéir aux réglementations (évaluation des risques, surveillance, étiquetage...) spécifiques aux organismes génétiquement modifiés dans l'Union européenne. À cette date, la Commission publiera une étude de risques sur cette technique et la consultation des pays membres et des parties prenantes réalisée préalablement. La Commission pourrait ensuite proposer de changer la directive européenne.

Ces dernières années, l'industrie biotechnologique et les défenseurs des OGM "classiques" ont mené dans les coulisses un lobbying en vue d'une dérégulation des "nouveaux OGM" auprès des décideurs politiques européens et nationaux, entre autres belges, comme le révèlent les documents obtenus par l'ONG Corporate Europe Observatory (CEO), en vertu de la législation européenne relative à l'accès du public à l'information. *La Libre* a pu consulter ces documents, baptisés *Crispr Files*.

Petit préambule scientifique: jusqu'ici, pour obtenir un organisme génétiquement modifié, on lui ajoutait un ou plusieurs gènes provenant d'une autre espèce (la transgénèse). Dans les nouvelles technologies dites d'édition du génome (mutagenèse), on n'ajoute pas de gène en plus, mais on introduit une petite modification (une mutation) dans un gène existant, à un endroit précis dans le génome d'un organisme. Le système d'édition génétique *Crispr-Cas9*, qui a valu à ses inventrices le prix Nobel en 2020, utilise par exemple une molécule guide (de l'ARN) et une protéine afin de couper le

brin d'ADN cible. Les cellules tentent de réparer la cassure et, ce faisant, commettent des erreurs. Des mutations sont ainsi introduites à un endroit précis dans le génome (le matériel génétique).

Les scientifiques sont encore incertains sur les effets à plus long terme (manque de recul) de cette édition génomique et de ses "modifications non-intentionnelles", comme nous l'expliquions dans un dossier précédent. Le débat est donc très intense, parmi et entre les chercheurs, l'industrie et défenseurs de l'environnement ou des consommateurs. Certains s'inquiètent des effets sur la santé humaine, du développement de végétaux tolérants aux pesticides, avec un impact sur le modèle agricole et la biodiversité... Tandis que d'autres vantent leurs avantages, parmi lesquels un processus de sélection végétale accéléré.

Décision de la Cour européenne de justice

*"L'industrie biotechnologique fait pression auprès de la Commission européenne pour qu'elle décide de ne pas réguler les produits des techniques 'nouveaux OGM', y compris l'édition du génome et *Crispr-Cas9*, assure Nina Holland, chercheuse à CEO. En 2018, la Cour européenne de justice a jugé que les techniques d'édition du génome étaient des techniques OGM et que les produits qui en résultent doivent se réguler de la même façon. Depuis, l'industrie et des chercheurs ont fait forte pression pour changer la législation OGM dans l'Union européenne (directive 2001/18), afin de déréguler l'édition du génome. Ce qui veut dire pas d'analyse de risques, de surveillance ou d'étiquetage pour le consommateur."*

Pourquoi ce désir? Cela aurait à voir avec le Green Deal européen, qui inclut une baisse de 50% de l'usage de pesticides. *"Cela a un impact énorme sur les entreprises comme Corteva, Syngenta, Bayer, BASF, parce que cela coupe dans les revenus liés aux pesticides. Donc, elles ont besoin d'un nouveau business model, même si elles combattent ces objectifs de réduction bec et*

ongles. Le but n'est pas forcément d'obtenir des brevets sur les techniques d'édition du génome qui sont déjà brevetées mais sur les semences qui en seraient issues, ce qui créerait une concentration de ce marché des semences." Selon CEO, la pression évoquée s'exerce "à travers une 'chambre d'écho' de plateformes de lobbies, dirigé par ce qui est en fin de compte un groupe limité de chercheurs sur les OGM, soutenu par une poignée de grandes entreprises biotech. Alors que le lobby semble être mené par des chercheurs et des institutions académiques, il est en étroit lien avec des intérêts d'entreprises."

Selon les *Crispr Files*, l'Epsa, l'European Plant Science Organisation, inscrite comme lobby au registre de transparence européen, figure parmi ces groupes de pression. L'Epsa se décrit comme "une organisation académique indépendante qui représente plus de 200 instituts de recherche et dont la mission est d'améliorer l'impact et la visibilité de la science des plantes en Europe". Elle travaille cependant avec des "observateurs" dont la plupart appartiennent à des grosses entreprises comme Bayer, Syngenta ou BASF ou des lobbies de l'industrie biotech comme EuropaBio: "Quand l'Epsa produit une déclaration ou une recommandation, ou organise un atelier, les observateurs peuvent être impliqués dans les discussions et apporter leur contribution", précise son site web. "Cependant, vu l'importance de l'indépendance des conseils des académiques sur les technologies agricoles, les observateurs ne sont pas impliqués dans les déclarations sur cette problématique", nous signale l'Epsa.

Pression au niveau national

Les *Crispr Files* montrent que l'Epsa est en train de tenir des réunions régulières avec un groupe de régulateurs, de pays et de ministères de sa sélection, a priori favorables à la dérégulation de "nouveaux OGM". "Ce qu'on a remarqué en particulier au niveau belge et hollandais, dit Nina Holland, c'est que la pression se passe au niveau national, car ils ont besoin de créer un soutien parmi les États membres. Ce lobby biotech veut une proposition de dérégulation par la Com-

3

Réunions

À la première réunion Epsa, les régulateurs ont fait l'état des lieux des discussions internes dans leurs pays respectifs.